L'espace des sociétés antiques, entre projet et expérience

Gérard Chouquer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8020>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8020

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003

Pagination : 69-91

Référence électronique

Gérard Chouquer, « L'espace des sociétés antiques, entre projet et expérience », *Études rurales* [En ligne], 167-168 | 2003, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8020> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8020

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_167&ID_ARTICLE=ETRU_167_0069

L'espace des sociétés antiques, entre projet et expérience

par Gérard CHOUQUER

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2003/3-4 - N° 167-168

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-1808-X | pages 69 à 91

Pour citer cet article :

—Chouquer G., L'espace des sociétés antiques, entre projet et expérience, *Études rurales* 2003/ 3-4, N° 167-168, p. 69-91.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'ESPACE DES SOCIÉTÉS ANTIQUES, ENTRE PROJET ET EXPÉRIENCE

Gérard Chouquer

historiens ou les juristes peuvent être en décalage prononcé avec des pans entiers des réalités de terrain.

Le rapport entre cité et assignation

Pour installer ses colons sur le sol italien ou provincial, l'administration romaine procédait à une assignation de terres après un arpentage donnant forme au territoire en générant une limitation, le plus souvent appelée « centuriation »¹. La tradition, en histoire ancienne, veut que cette centuriation soit liée de façon consubstantielle au territoire de la colonie, et que, dans ces conditions, on soit en droit d'en utiliser le relevé pour fixer les frontières de ce dernier. Lorsque deux colonies sont contiguës, leur contact devra être marqué par un changement sensible de l'orientation du parcellaire. Cette opinion porte en elle deux implicites : la colonie n'aurait connu qu'une seule centuriation ; celle-ci se serait étendue sur la quasi-totalité des terres accessibles du territoire de la cité.

En France, c'est avec la thèse de Monique Clavel (1970) sur Béziers, et celle de Michel Gayraud (1981) sur Narbonne, deux colonies romaines, que le schéma fut expérimenté, avec succès selon les deux auteurs. Mais la publication des trois plans cadastraux romains trouvés à Orange [Piganiol 1962] soulevait un problème dont on ne mesura pas du tout la portée, et auquel on ne sut pas apporter une explication satisfaisante. Trois réseaux furent en effet identifiés (qu'André Piganiol nomma par convention A, B et C) et rapportés, du fait de

LES PRINCIPES SOUS-JACENTS à la conception de l'espace des sociétés antiques ne vont plus aussi facilement de soi qu'il y a quelque temps. De nombreux travaux ont apporté des retouches qui rendent visibles les contradictions avec le modèle ancien. Nos représentations changent. Cependant je ne propose pas ici un tableau d'ensemble de ce que devrait être une nouvelle vision de l'espace et des territoires des cités antiques. J'évoque simplement quelques-uns des points sur lesquels les connaissances et les conceptions ont évolué, à savoir : la relation entre le territoire assigné et le territoire de la cité ; le devenir du projet cadastral sur le terrain ; l'organisation spatiale de la fiscalité ; la prise en compte par l'administration romaine des réalités rurales locales et indigènes.

Ces questions, partielles mais importantes malgré tout, mettent à mal le schéma simple hérité de la géographie historique et de la géographie politique et permettent d'interroger les méthodes toujours employées pour étudier l'espace de l'Antiquité. On tentera de démontrer que les schémas de représentation de l'espace antique récemment proposés par les

1. Pour tous les développements techniques sur l'arpentage et la cadastration romaine, je renvoie une fois pour toutes au manuel : G. Chouquer et F. Favory [2001].

leur dcouverte au mme lieu, au territoire de la mme colonie. Quelle que soit l'interprtation envisage, on tait en pleine contradiction : ou bien on localisait les trois rseaux sur le territoire de la cit d'*Arausio* (Orange) et on disconvenait au schma simple d'une seule centuriation par territoire ; ou bien on cherchait sortir de ce cadre et on entrat dans de nouvelles difficults d'interprtation, juges invraisemblables. Sans approfondir la question que cette dcouverte posait de plein fouet, Andr Piganiol chercha placer les trois trames le plus prs possible d'Orange, au prix d'acrobaties gographiques qui font aujourd'hui un peu sourire, notamment pour les rseaux A et C. aucun moment il n'eut l'ide de dissocier l'aire de l'assignation coloniale de l'assiette du territoire de la cit. On n'imaginait pas, cette poque, que cela ft concevable.

Mon objectif cet gard est avr depuis plus de vingt ans. la diffrence des grands savants pigraphistes et des historiens des ralits politiques, j'ai toujours t convaincu qu'il fallait passer par une gographie des centuriations d'Orange. Aprs avoir eu, la fin des annes soixante-dix, la bonne fortune d'identifier correctement la centuriation A, et avoir montr l'extension insouponne de la centuriation B, je viens, vingt-cinq ans plus tard, de localiser la centuriation C qui manquait encore. Dans l'ouvrage sur l'arpentage romain rdig avec Franois Favory, j'ai montr que diverses ralits, pourtant bien documentes par les textes gromatiques, avaient t refuses ou estompes par les historiens : la succession des assignations en un mme lieu ; le choix de solutions audacieuses pour lotir les colons, comme celle de la confiscation de terres extrieures la

colonie [Chouquer et Favory 2001 : 217-235]. C'est sur ce dernier point, le plus tonnant, que je voudrais insister ici.

L'administration romaine a souvent agi en dissociant deux logiques : la logique de territorialisation, avec en particulier la cration de circonscriptions ncessaires pour administrer, et la logique d'assignation. Aussi faut-il remettre compltement en cause la doctrine selon laquelle la centuriation serait obligatoirement consubstantielle la cit coloniale et en fixerait les frontires. Non seulement il n'y a pas de rapport exclusif entre centuriation et colonie (on trouve des centuriations dans des municipes, dans des territoires coloniaux sans colonie ou *ager viritanus*, dans des terres provinciales galement), mais, en outre, leurs logiques spatiales peuvent s'opposer.

Plusieurs cas de figure se prsentent. Sans les commenter en dtail, retenons-en les grandes lignes. Plusieurs centuriations peuvent coexister dans un mme territoire, issues d'assignations successives. Les assignations coloniales dbordent quelquefois sur le territoire de cits voisines, contigus ou non, si le territoire de la colonie n'offre pas assez de terres prtes tre cultives pour y installer les colons. Dans ce cas, la terre confisque (contre ddommagement) devient *ager sumptus ex vicino (alieno) territorio*, terre prise au territoire voisin (ou tranger) [Chouquer et Favory 2001 : 127-134]. Elle forme une circonscription particulire, dite prfecture (au sens gromatique et non classique du terme).

L'exemple d'Orange prend alors tout son sens. la suite d'un travail d'analyse morphologique et cartographique [Chouquer 1983] nous avons dj attir l'attention sur les limites

du schéma conventionnel, en faisant connaître la localisation de la centuriation A. La surprise avait été de taille : cette centuriation, destinée à accueillir des colons de la deuxième légion d'Orange (les *Secundani*), se trouvait être localisée sur le territoire d'Arles et des cités voisines (*Glanum*, Cavaillon, Avignon). L'identification du réseau était assurée grâce aux détails topographiques portés sur les vestiges du plan de marbre conservé à Orange. À la même époque j'avais découvert des extensions originales de la centuriation B, bien au-delà de la cité d'Orange, à Vaison, Carpentras et Valréas, ce qui posait problème par rapport à l'extension avérée par les marbres conservés. Bref, dans les deux cas, le territoire de la colonie d'Orange était débordé par des trames aux assiettes géographiques démesurées et lointaines.

Quelle fut l'attitude de la communauté scientifique ? Un rejet de cette réalité, une exclusion de l'objet. C'est ainsi que l'épigraphiste et juriste André Chastagnol, contestant mes travaux, décidait d'exclure ces découvertes de la réflexion, en indiquant que l'opinion d'André Piganiol, un autre épigraphiste, devait rester la base de l'interprétation :

On ne tiendra pas compte ici des cadastres A et C, qui sont moins bien connus. Quant au cadastre B, il sera censé représenter un territoire centurié relevant de la seule colonie d'Orange, conformément à la position d'André Piganiol. [...] Peut-on croire, vraiment, que les soldats de la II^e légion aient été dispersés sur une si vaste zone [1995 : 113] ?

Les spécialistes relèveront qu'André Chastagnol s'effrayait déjà de l'extension du seul

cadastre B, qui s'étend au nord jusqu'à Montélimar, alors qu'il n'envisageait même pas le cas du cadastre A, lequel couvre le territoire situé entre Avignon et Arles ! La localisation de ce dernier était purement et simplement passée sous silence. Il est commode d'écrire l'histoire quand on décide, de façon politique, qu'un fait n'existe pas.

Aujourd'hui, Michel Christol – un autre épigraphiste – propose une série d'avancées par une relecture attentive et perspicace du dossier épigraphique. Il soutient avec raison l'unité d'ensemble des documents cadastraux d'Orange. Mais il persiste à penser que cette unité est également territoriale et que les trames des trois centuriations doivent être recherchées sur l'espace proche d'Orange, en lien avec son territoire. Il ne parle pas de la localisation du plan A et, pour le plan C, il propose, avec Jean-Claude Leyraud et Joël-Claude Meffre, une nouvelle hypothèse ne reposant sur aucun fondement géographique [1998]. Heureusement l'écoumène est têtue, et ses matérialités se rappellent à nous fort opportunément : il interdit, par exemple, qu'on fasse gravir au Rhône une falaise de 15 mètres. Cette simple bévue ruine l'hypothèse.

Nous voici donc dans la situation, assez cocasse, où on décide qu'un problème de nature géographique et morphologique (reconnaître l'assiette d'un arpentage antique relève d'une entreprise de cartographie dynamique) doit être tranché par la corporation des épigraphistes. En outre, que le problème soit déjà en partie résolu, et que l'assiette des réseaux A et B soit trouvée depuis plus de vingt ans, n'émeut pas puisqu'une forme, c'est-à-dire un travail de géographe, ne compte guère face à une ligne de

latin. La morphologie reste toujours, en histoire, une externalité et seul compte le raisonnement sur les textes.

Avec le temps, ces formes deviendront probablement recevables, et il faudra renoncer à l'idée que le territoire de la cité est isotrope et que la centuriation coloniale, elle-même, est une expression obligée de cette isotropie. En effet, d'autres historiens, aux prises avec des contradictions semblables, commencent à envisager la dissociation : à Mérida, par exemple, dans des réflexions récentes, Patrick Le Roux sépare formellement la cité de Mérida de son territoire centurié [1999]. Déjà en 1991, dans un article sur les territoires attribués, Jean-Marie Bertrand avait donné le ton en déclarant que le territoire cessait de devenir consubstantiel à la ville [1991 : 164].

Aujourd'hui, avec l'identification du plan C, je peux faire la démonstration que le plan d'assignation des *Secundani* d'Orange (mis en œuvre sur un laps de temps que nous ne connaissons pas) a concerné un espace immense allant d'Arles à Montélimar et empiétant, de façon indifférente, sur les territoires de plusieurs cités coloniales (Orange et Arles) ou de droit latin (Avignon, Cavaillon, Carpentras, Nîmes, la cité des Tricastins, etc.).

Comment rendre compte de cette originalité ? Dans un article récent, Pascal Arnaud [2003] reprend la réflexion. Il reconnaît que la localisation du cadastre A que j'avais proposée est la bonne. Mais, fidèle à la doctrine (une colonie = une centuriation = un territoire de cité), il propose que les trois plans cadastraux d'Orange renvoient à trois colonies : Orange, Arles, et Valence. Là encore la concrétude de l'espace compte peu : la localisation du cadastre

C à Valence ne tient pas et aucune restitution géographique de la centuriation n'est proposée.

La logique est celle d'une communauté de colons : la *res publica* des *Secundani*. *Res publica*, qui a le sens de « collectivité territoriale » à ce moment précis, offre une dimension particulariste, identitaire, et ses formes entrent en conflit avec les autres formes de territorialisation. À travers cette notion, il s'agit de définir le mode de relation qu'une communauté (les *Secundani*) devra avoir avec un espace géographique couvrant inégalement plusieurs cités. L'ampleur des « controverses territoriales », dans les inscriptions et les textes gromatiques, témoigne de cette opposition assez fréquente entre assiette d'une assignation et territoire d'une cité. Nous pouvons et même nous devons désormais distinguer, chaque fois que les documents le permettent, le territoire de l'assignation de celui de la cité coloniale.

Cette question est intéressante du point de vue épistémologique. Elle oblige, en effet, le lecteur à affronter plusieurs révisions de l'opinion commune, et non pas une seule. Car accepter l'idée qu'une assignation puisse être réalisée, au besoin, sur un territoire qui n'a pas de rapport avec le territoire civique d'inscription des colons suppose qu'on ait également accepté d'autres attendus :

- que la reconnaissance des formes permet d'asseoir la centuriation, ce qui est un saut qualitatif important vers une source et des documents (formes, cartes, photographies aériennes) que l'historien ne maîtrise traditionnellement pas et dont il se méfie ;
- qu'une assignation se produit quelquefois en plusieurs vagues ou que plusieurs assignations peuvent se succéder sur un même espace ;

cette question a toujours été une épine malgré les preuves tirées des textes des arpenteurs eux-mêmes et les reconnaissances de forme assez explicites ;

- que le cadre juridique donné à cette assignation crée une entité distincte qui entre vite en opposition avec les autres juridictions ; au lieu d'un territoire cohérent et emboîté (l'assignation dans le territoire de la cité et lui seul), à vocation universalisante, un conflit de territoires.

Qu'une *res publica*, notion dont la représentation moderne et contemporaine a fait un symbole de démocratie et d'égalité (sur la base de l'évolution et de l'universalisation du concept), soit une réalité antique identitaire, inégalitaire, anisotrope, et contribue à créer un espace syntagmatique et non paradigmatique, pourra surprendre. Mais les controverses territoriales des traités d'arpentage sont là pour nous apprendre combien ces situations complexes généraient de conflits avec d'autres entités. On se battait, et quelquefois pendant des décennies, entre cités voisines, pour savoir qui devait juger les affaires des descendants de colons de l'une, installés sur le territoire de l'autre.

Dans les ouvrages traitant de ce sujet, on n'utilise pas les controverses territoriales des arpenteurs, bien qu'il s'agisse de sources textuelles. On n'a donc pas relevé la catégorie juridique de l'*ager sumptus ex vicino* (ou *alieno*) *territorio*, mentionnée par les auteurs gromatiques. Il s'agit littéralement des « terres prises au territoire voisin (ou étranger) » [Chouquer et Favory 2001 : 127-134]. Les arpenteurs désignent ainsi le fait que, lorsqu'on n'avait pas assez de terres dans une cité où des assignations devaient avoir lieu, on pouvait réquisitionner des terres de cités voisines, même non

contiguës au territoire de la cité coloniale. À Orange, on remarque que si le cadastre C ne mentionne pas de peuples (signe qu'il concerne bien le territoire de la cité d'Orange sans empiéter sur des territoires voisins), le cadastre B mentionne les réquisitions de terres des Tricastins, et le cadastre A mentionne deux peuples, les *Ernaginenses* et les *Caenicensenses*.

Le rôle de la fiscalité dans l'organisation de l'espace

Avant d'aborder ce point il convient de reformuler les bases, en matière d'administration et de fiscalité agraires, parce qu'elles en conditionnent les termes.

L'espace administratif romain, italien et provincial, est dominé par le classement des terres selon une division fondamentale qu'on ne prend jamais en compte, en raison du mode autonome de raisonnement : soit on aborde la question sous l'angle juridique et, dès lors, on ne connaît que les statuts des cités (colonies de droit romain ou latin, municipales, cités fédérées, cités stipendiaires) et les fondements juridiques de l'accès au sol en droit civil (droit de propriété quiritaire ou possession précaire) ; soit on aborde la question agraire par rapport aux formes d'arpentage et on se contente alors d'opposer les régions divisées par la limitation à celles qui ne le sont pas. Il faut donc rappeler que les arpenteurs-juristes, au-delà de leurs solutions techniques, répartissent les terres entre :

- des terres assignées qu'on a divisées par un réseau géométrique de limitation ;
- des terres occupées (le terme français le plus juste serait « occupatoires », pour rendre le latin *occupatorius*), dites encore arcifinales (qui

ne contiennent pas de mesures ni de *limites*) : c'étaient des terres conquises, transformées en *ager publicus*, et laissées à l'appétit de qui-conque s'en emparait et les exploitait ;

- des terres globalement mesurées par leur pourtour, dont l'administration romaine avait besoin de connaître l'assiette et la capacité contributive éventuelle, mais dont elle ne voulait pas mettre en œuvre le détail de l'arpentage ;

- des terres publiques de statut particulier, que ce fussent des terres destinées à être vendues (*agri quaestorii*), des terres de sanctuaires ou des terres affectées aux légions ;

- enfin les « domaines » impériaux, c'est-à-dire le fisc, au sens premier du terme.

L'organisation spatiale ou territoriale de la fiscalité dépend très étroitement de cette classification. Par exemple, c'est cette division qui fonde la notion de propriété éminente de l'*ager publicus* et qui paraît instituer un régime juridique de base pour la jouissance de ces terres : la possession. Sur ces terres qui sont entrées dans la *res publica* du peuple romain, personne ne peut être propriétaire si ce n'est le citoyen romain, et probablement à l'issue d'une *possessio* de deux ans de ladite terre (c'est le droit dit d'*usucapio*).

Comment localisait-on, du registre au terrain, la terre fiscale ? On verra que la réponse est aisée là où il y a limitation, mais qu'elle n'est pas encore vraiment envisagée pour les autres cas. Je l'esquisse ici.

Parmi les incertitudes figure également celle-ci : quand et comment le principe d'organisation de l'espace rural par opposition entre *ager divisus* et *ager occupatorius* cesse-t-il d'être opérant pour l'administration ?

LES MODALITÉS TERRITORIALES DE PERCEPTION DES *VECTIGALIA* DANS LES TERRES ASSIGNÉES

En théorie la terre assignée est immune, et on ne perçoit d'impôt que sur les terres collectives publiques affermées et engagées à des particuliers et dites vectigaliennes. Comment s'effectuait cette perception ? La *res publica* (au sens colonial défini ci-dessus) concernée passait contrat avec des *mancipes*, *conductores* ou *locatores*, lesquels prenaient à ferme la collecte et sans doute aussi une part de l'affectation des impôts, selon ce qui était indiqué dans la *lex locationis* fixant les obligations entre la collectivité et celui qui prenait à ferme le droit de vectigal.

Les trois *formae* d'Orange montrent le mécanisme en action. La *res publica Secundanorum* traite avec des intermédiaires dont elle ne donne pas le nom générique mais dont elle indique les noms personnels sur le plan. Il s'agissait de notables. La répétition des mêmes noms, quelquefois dans des lieux éloignés, conduit à penser que ces *mancipes* ne sont pas des exploitants qui louent des terres publiques pour agrandir leur propre exploitation, mais des intermédiaires qui « achètent » le *ius vectigalis*. Un *Indelvius* de Nîmes afferme des terres près de Vaison-la-Romaine ; *Iuventius Pedito* prend à ferme des terres près de Vaison et dans les *Insulae Furianae*, situées à la confluence de l'Aygues et du Rhône.

Le texte suivant d'Hygin atteste le rôle des *mancipes* dès le début du II^e siècle :

Or les terres vectigaliennes sont engagées, certaines à la *res publica* de l'État romain, les autres à des colonies, des municipes ou des cités. Celles-ci et la

plupart même appartenant au peuple romain ont été prises à l'ennemi, partagées et divisées en centuries, pour être assignées aux soldats grâce au courage desquels elles avaient été prises, plus largement que l'assignation de la surface ou le nombre de soldats l'exigeait : les terres qui étaient restées en plus furent assujetties au vectigal, les unes pour cinq ans, mais les autres pour des acquéreurs (*mancipes*) qui les achetaient, c'est-à-dire les louaient pour cent ans à chaque fois ; mais une fois ce temps écoulé un assez grand nombre fut vendu à nouveau et loué comme c'est la coutume pour les terres vectigaliennes.

Cependant, dans ce genre de terres, se trouvent des possessions qui ont été rendues à certains, nominalement, et on a inscrit sur les plans cadastraux combien de ces terres a été restitué à chacun. Les terres qui ont été rendues ne sont pas soumises au vectigal puisque, bien entendu, elles ont été rendues à leurs propriétaires (*domini*) antérieurs.

Et les acquéreurs (*mancipes*) qui achètent le droit de redevance (*ius vectigalis*) selon la loi dite, eux-mêmes louèrent ou vendirent par centuries aux possesseurs les plus proches. Donc, dans ces terres, certains lieux ne trouvèrent pas d'acheteur, en raison de leur asperité ou de leur stérilité [Hygin, 79, 5-80, 1 Th = 116, 5-25 La : trad. Marchand, in Chouquer et Favory 2001 : 363].

Le premier paragraphe indique que lorsqu'un *manceps* « achète » (*emere*) des terres publiques devant le vectigal, cela correspond, en fait, à une *locatio*. Le *manceps* peut donc aussi être désigné comme *locator*. Le terme de *conductor* est équivalent, puisque le contrat est dit de *locatio* ou de *conductio*.

Cependant, si on suit ce texte et si on l'applique à Orange, les personnages qui acquittent le vectigal des terres dites *reliqua coloniae* et dont les noms sont inscrits à cet effet dans chaque centurie seraient des *mancipes* et ils percevraient le vectigal, en fonction du droit qu'ils ont acheté, des *possessores*, lesquels seraient les tenanciers contractuels des terres publiques. Dans ce cas la *res publica* aurait à gérer deux sortes de contrats, celui des possesseurs et celui du fermier général. Ou bien, doit-on imaginer que les *mancipes* achètent les terres et le droit de vectigal qui leur est lié, et ensuite louent (ou plus exactement sous-louent) les terres en question à des exploitants ?

Se fondant sur un article du Digeste (*Dig.*, XV, 1, 2, 8), André Piganiol remarque que le locataire de l'*ager vectigalis* est assimilé à un possesseur, ce qui pourrait faire pencher pour le second terme de l'alternative. Quoiqu'il en soit, ce qui est nouveau c'est que le nom inscrit sur les marbres d'Orange, dans les centuries, n'est pas obligatoirement celui du possesseur qui exploite la terre publique, mais plutôt le nom de celui qui a contracté avec la *res publica* et qui doit acquitter (*solvere*) le vectigal. Dégager ces deux catégories est un fait important pour l'organisation de la fiscalité.

Il semble que les possesseurs se soient organisés : la formation des collèges de *possessores*, attestés dans la péninsule ibérique à partir des Flaviens, en témoigne. Et il est très probable que ce soient les *mancipes*, ceux qui se sont portés acquéreurs du *ius vectigalis*, qui soient concernés par cette forme de collégialité.

Ces *possessores* ont bien une mission fiscale, sous la forme d'un affermage. Pour autant, dans ce type de terres, et c'est essentiel pour le

propos, il n'est pas ncessaire de recourir la notion de circonscription fiscale puisque le plan cadastral suffit localiser la terre par ses coordonnes gomtriques et gographiques et grce sa conservation publique. Nous avons donc ici un emploi de termes techniques (*possessores, mancipes, locatores, conductores*) dans un cadre contrl par la *res publica*, et dont l'assiette est garantie par le plan cadastral.

Les connaissances sur les modalits de la perception des impts, et notamment des *vectigalia*, du I^{er} au III^e sicle, plaident pour un renforcement de l'administration et non pour son affaiblissement. Comme l'a rappel Jrme France au sujet de la perception du Quarantime des Gaules [2001 : 353-448], on assiste deux rformes successives. l'poque de Vespasien, ou plus srement au dbut du II^e sicle, on observe le remplacement des socits fermires anonymes par des *mancipes*, puis par des *conductores*. Paralllement, on modifie le mode de rmunration des fermiers en passant d'une rmunration ou forfait fix par la *lex locationis* un pourcentage sur les sommes perues. Ces deux mesures visent limiter la puissance des *societates vectigalium*. Il s'agit de rappeler le caractre individuel de l'affermage afin de n'avoir qu'un seul contractant et non une socit anonyme. C'est sans doute ce que disent aussi les *formae* d'Orange, en 77, en nommant les *mancipes* qui acquittent (le mot technique du cadastre est *solvit*, de *solvere*, acquitter) le vectigal.

Nanmoins, les revenus des *vectigalia* tirs du domaine public auraient t mieux servis par des *societates*, compte tenu de l'ampleur des oprations.

La seconde rforme dcrite par Jrme France, toujours propos du Quarantime des Gaules, concerne l'abandon du systme de l'affermage de la perception des impts au profit de la rgie directe. On la situe la fin du II^e et au III^e sicle. Elle a pu tre opre par le rachat, au *conductor*, de son contrat de location des *vectigalia*. A-t-on procd de mme pour la perception des revenus de l'*ager publicus* ?

Le caractre pragmatique de l'administration fiscale romaine a fait que les deux modes ont d coexister. Cette seconde rforme affirme donc la poursuite de l'affermissement de l'administration de l'tat entre les I^{er} et III^e sicles.

COMMENT LOCALISER LA TERRE MESURE DANS LES AUTRES TERRITOIRES ?

Sur la grande masse des terres provinciales non assignes (celles qui sont dites occupatoires ou arcifinales) et qui doivent le tribut ou le *stipendium*, comment percevait-on l'impt foncier et comment localisait-on la terre fiscalise ? Pour ces terres ordinaires, les solutions techniques sont dcrites par les *Gromatici veteres*, mais ces textes ont t jusqu'ici incompris ou ngligs, en raison de la reprsentation ngative qu'on s'en faisait.

La question est la suivante : comment, dans le monde romain, enregistrait-on la terre non assigne et comment la localisait-on ? Comment un arpenteur, commis sur le terrain pour clairer un juge par une expertise, pouvait-il identifier telle ou telle terre ?

Notons d'ailleurs que cette question se pose aussi pour l'*ager per extremitatem comprehensus*. Comme le dmontre Franois Favory dans ce volume, c'est une catgorie technique et non pas juridique. Mesurer globalement un territoire

par son contour signifie simplement que, du point de vue de l'administration romaine centrale, ce territoire est considéré comme ayant un rapport administratif homogène avec l'État (que ce rapport soit immuniste ou tributaire), et que la connaissance de sa surface totale suffit. Mais ensuite, pour la collecte des impôts au sein de ce territoire, quels qu'en soient les agents, il faut bien se demander comment on localisait la terre fiscale pour en retrouver l'assiette. Apparemment on a « limité » certains territoires pour s'y retrouver, ce que confirme Frontin :

Dans beaucoup d'endroits, les arpenteurs ont consigné ce type de terres sur la *forma* à la façon des terres limitées, bien qu'ils en aient seulement mesuré le pourtour [Frontin, Th 2, 4-7 = La 5, 3-5 ; fig. 5, La et Th, in Chouquer et Favory 2001 : 104].

Deux réponses sont possibles : on peut localiser la terre soit au moyen d'un arpentage sur base quadrillée pour servir de repère, soit par le choix de circonscriptions délimitées par leurs confins à l'intérieur desquelles on peut repérer diverses sortes de terres.

LA SCAMNATION/STRIGATION DE L'ESPACE FISCAL : ARPENTER POUR LOCALISER

Hygin Gromaticus est le seul auteur à faire expressément allusion à un arpentage géométrique à but uniquement fiscal. Son texte expose le système d'association de *scamna* et de *strigae*, regroupés en *quadrae*, dans le cadre d'une forme de limitation qu'il s'emploie à décrire comme originale mais qui est, en fait, très proche de la centuriation.

Voici le principe. L'arpenteur, envoyé dans telle cité ou tel *pagus* pour mesurer et imposer

la terre arcifinale ou occupatoire de province (donc une terre de statut différent de l'*ager divusus et adsignatus*), arpente en empruntant aux techniques de la limitation et même de la centuriation, sans toutefois redécouper le parcellaire ni matérialiser sur le terrain ce quadrillage autrement que par des repères d'arpentage (lignes et bornes). L'arpenteur trace des *rigores* (alignements) et les concrétise ensuite sur le terrain par une largeur, et par la pose de bornes spéciales. Techniquement il s'agit bien d'une limitation, et les *rigores*, une fois tracés sur le terrain, deviennent des *limites*.

Il dispose ainsi d'une grille au sein de laquelle il sait désormais situer les noms et les surfaces, avec une formule du genre : « Un tel, indigène, doit payer tant pour une surface de tant (de mesure locale, éventuellement convertie en jugères dans une liste annexe) dans la centurie *DD XV VK III*, etc. » Ce mode de localisation est satisfaisant puisque c'est aussi le mode ordinaire de localisation des lots assignés : il suffit de savoir dans quelle centurie un tel possède et combien il possède. Si le bornage est entretenu et respecté, la recherche de la parcelle sur le terrain ne pose pas de problèmes. C'est le procédé intitulé *scamnatio* ou *strigation*, dans un des sens possibles de ces mots. La *quadra* semble être le mode géométrique d'organisation de plusieurs *scamna* ou *strigae*.

Lorsque la terre en question est calée sur plusieurs *quadrae* elle sera répertoriée autant de fois et en proportion de chaque *quadra*. Pour connaître la superficie d'ensemble de ce que possède un indigène, il faudra additionner centurie par centurie.

Hygin Gromaticus insiste pour que la terre arcifinale de province soit mesurée selon ce

systme et non avec une centuriation classique, comme ctait trop souvent le cas, ce qui indique que la distinction entre les deux modes devait tre difficile faire et ntait pas toujours respecte. Mais la description technique que lui-mme entreprend dans son trait rvle quel point le rapprochement est possible : cette scamnation ou strigation est une limitation, avec *decumani* et *kardines*, comme nimporte quelle centuriation !

Malgr cette parent troublante, on peut tre persuad quil ne sagit, ici, aucun moment, dune division de la terre dans le but de la rpartir des colons, et encore moins dun changement du dessin du parcellaire, comme cela se pratique dans les centuriations destines couvrir les besoins dune assignation. Lobjectif est la perception fiscale, et le texte dHygin Gromaticus, aprs avoir nonc ce mode darpentage, donne immdiatement la tarification des terres selon quon peroit en part de rcolte (un cinquime ou un septime des fruits) ou en argent, et en partant dune classification des terres. Il cite le cas de la Pannonie o lon trouvait la rpartition suivante : terres laboures de premire catgorie, de deuxime catgorie, prs, forts glands, forts ordinaires, ptures.

Il existait donc un mode darpentage gomtrique but uniquement fiscal, prcisment dcrit par un texte gromaticus. Ce point navait jamais t vraiment peru sa juste valeur.

Morphologiquement cela implique le fait que des limitations ont pu tre traces hors de toute colonie, hors de toute assignation, des fins strictement fiscales. De tels arpentages peuvent-ils laisser des traces ? Ont-ils, ensuite, un rle morphogntique dans lvolution du parcellaire ? La question est primordiale pour

lanalyse diachronique des formes. Si cest le cas, pourra-t-on un jour identifier de telles trames viaires et parcellaires ? Que signifie, par exemple, lindication dHygin Gromaticus selon laquelle ces rseaux de *rigores*, qui ont la largeur de *limites*, peuvent connatre certains changements de direction, marqus par des pierres polies, carres, inscrites et rayes de lignes ? Cela nous autorise-t-il concevoir la possibilit dexistence de trames quadrilles successives et aux orientations changeantes au sein dun mme territoire ?

UNE AUTRE SOLUTION : LES RESSORTS FISCAUX

Une autre solution est envisageable pour localiser la terre fiscalise, qui consiste la situer au sein dunits territoriales embotes. Pour cela, on peut reprendre des ressorts fiscaux existants ou en crer de nouveaux. On les dfinit par leurs limites (les plus prennes possible : montagnes, lignes de partage des eaux, rivires...) afin d y situer les noms et les surfaces fiscaliser.

La chose ne fait pas de doute pour le *pagus*, terme « strictement latin », et dont le sens fiscal est prcis, au moins depuis le Ir sicle avant J.-C. [Tarpin 2002 : 202]. Le juriste Ulpien, au dbut du III sicle, en donne une bonne ide :

On prendra garde que les domaines (*agri*) soient inscrits dans les documents du cens : on indiquera le nom du domaine (*fundus*), dans quelle cit (*civitas*) et dans quel *pagus* il se trouve et quels sont ses deux plus proches voisins ; et les champs (*aruum*) : combien de jugres seront labours dans les dix prochaines annes ; les vignes : combien de pieds ; les oliviers : combien de jugres et combien

d'arbres; les prés : combien de jugères seront fauchés dans les dix prochaines années; les pâtures : combien de jugères il semble y avoir; de même pour le bois de coupe. Que celui qui déclare fasse lui-même l'estimation [Ulprien, *Dig.* 50, 15, 4; trad. Tarpin].

On peut également mettre cette observation en relation avec la proposition de Mireille Corbier [1991] de réinterpréter dans un sens fiscal « l'attribution » de territoires antiques à une cité. À Nîmes, les 24 *oppida* attribués à la cité ne lui paieraient pas un tribut, comme on avait pensé pouvoir le comprendre à partir du texte de Strabon, mais formeraient plutôt un échelon administratif pour la collecte du tribut dû à Rome, cet impôt étant centralisé par Nîmes.

Si la question est relativement aisée s'agissant d'unités de l'ampleur du *pagus*, la localisation des terres à l'échelle la plus locale pose de plus graves interrogations, aujourd'hui non encore résolues. Là où il n'y avait aucune division géométrique du sol par une limitation quelconque se posaient deux problèmes pratiques : 1) Comment définissait-on, à l'intérieur du *pagus*, la zone de perception de tel collecteur par rapport à tel autre, s'il y avait plusieurs collecteurs de l'impôt ? 2) Comment localisait-on la terre qu'on avait recensée et dont des listes fournissaient le nom et la quotité ?

Jean Durliat a proposé, de façon innovante et radicale, l'interprétation suivante : *possessio*, *fundus*, *ager*, *terra* et *praedium* seraient, dans un des sens possibles de ces termes (l'autre étant le sens domanial classique), les noms de ces circonscriptions. Se fondant sur les Tables alimentaires de Veleia et des *Ligures Baebiani*, il a mis en évidence le fait que les *fundi* men-

tionnés dans ces documents fiscaux étaient les ressorts de la perception de l'impôt et que les déclarants n'étaient pas les propriétaires des domaines mais les responsables de tous les propriétaires situés dans ces *fundi*, dont ils ont la charge de collecter l'impôt.

Ces documents datent de l'époque de Trajan. On trouve, dans le *Liber coloniarum*, dans la notice consacrée à la Dalmatie, un emploi intéressant du terme *possessio* : « Dans les diverses régions ou dans les aires portant diverses appellations, *vici* ou possessions, tels sont les témoins d'une division agraire. » (Voir le texte complet dans l'article de François Favory p. 41) Si les nécessités de la traduction réclament l'ajout du mot « aire » pour rendre la phrase correcte en français, il est de ce fait possible que le terme *possessio*, comme ceux de région et de *vicus*, renvoie ici à un ressort administratif.

Rappelons cependant que, dans les régions divisées et assignées, le possesseur est l'exploitant des terres publiques et non le collecteur. Dans le texte d'Hygin cité ci-dessus, les *possessores* paient leur vectigal à un *locator* ou *manceps*, et c'est celui-ci qui est le collecteur de l'impôt pour le compte de la cité. On ne peut donc pas généraliser l'interprétation de Jean Durliat. Il faut même reconnaître qu'elle est inconciliable avec la pratique de l'enregistrement sur la *forma* et ne convient pas aux terres divisées et assignées.

De cette longue discussion des formes territoriales de la fiscalité romaine se dégage l'idée, encore imparfaitement fondée mais vraisemblable, de la mise en place d'un pavage territorial original, soit directement dans les régions n'ayant pas connu la limitation, soit

en remplacement de celle-ci à une époque où son maintien n'avait plus de sens.

Le projet à l'aune de l'expérience

Nous souhaitons, à présent, évoquer la différence, qui ne manque pas d'être observée, entre le projet et ce qu'il devient, à l'aune de l'expérience des sociétés. Nous choisissons de le faire dans la plaine du Tricastin. Car cet espace, entre Donzère, Lapalud et Bollène, est devenu l'une des microrégions françaises où l'accumulation des « données » de toutes sortes (épigraphiques, archéologiques, morphologiques) est exceptionnelle. Je veux notamment démontrer que l'accumulation a ouvert la recherche sur des associations et des conflits de formes*, en ruinant l'espoir naïf d'une interprétation réciproque directe d'une source par une autre mais en enrichissant la connaissance des dynamiques.

Premier niveau de réflexion : les réalités du terrain prennent les modèles existants à rebours. Dès lors il convient de s'interroger sur l'usage de ces prédicats*. Deuxième interrogation : il s'agira de recomposer le collectif des « faits » et des « interprétations » et de dire quelles sont leurs possibles relations.

LES OBSERVATIONS DE TERRAIN PRENNENT LES MODÈLES À CONTRE-PIED

La centuriation appliquée sur le terrain, c'est peu de le dire, ne ressemble pas à son « projet », si nous entendons par là le modèle formel que décrivent les arpenteurs dans leurs élaborations. De pur prédicat, elle devint hybride sociophysique, lui-même dynamique. C'est ce que les fouilles de la plaine du Tricastin ont mis en évidence à propos de la centuriation B

d'Orange. Au lieudit « Bartras », sur la commune de Bollène, le *kardo maximus*, c'est-à-dire l'axe nord-sud principal du réseau, n'était pas matérialisé alors qu'un *decumanus* (axe perpendiculaire au *kardo*) l'était par un espace de circulation entre deux fossés parallèles. Cette absence est due à l'adaptation du réseau géométrique aux nécessités du drainage ou de l'irrigation des sols. Autrement dit, le *kardo maximus*, qui, dans les textes gromatiques, est présenté comme un axe devant avoir une largeur de 15 ou 20 pieds, n'était pas matérialisé ici, sauf sans doute sous la forme de repères d'arpentage.

Toutefois les arguments géographiques ne suffisent pas à expliquer cette absence. Des critères juridiques peuvent tout aussi bien rendre compte de l'inexistence d'un chemin cadastral là où on s'attendrait à en trouver un. Il paraîtrait essentiel de pouvoir mener une réflexion sur le respect du caractère public des *limites* dans la centuriation B. À la question du choix préalable d'excepter (ou non) la surface du *limes* de celle assignée au colon est évidemment liée celle de l'appropriation privée du *limes*. Si la surface de celui-ci n'avait pas été exceptée (ce qui revient à dire que le colon qui a tiré au sort un lot bordé par un chemin public doit accepter que la surface de celui-ci soit prise sur sa propre étendue assignée), la tentation du colon ou du possesseur de rétablir la surface théorique de son lot en occupant le chemin devait être grande (encore qu'une tentation identique pouvait exister, même là où on avait pris soin d'excepter la surface du *limes*).

Une réflexion de bon sens de Siculus Flaccus [123 Th] confirme que le problème se posait

* Se reporter au glossaire p 295.

souvent. Il observe que les empiètements privés sur les espaces publics de circulation obligent à faire des détours lorsqu'on circule, et que ces détours occupent, en définitive, une quantité de terre encore plus importante que celle des *limites* publics, si on les avait respectés.

Hygin Gromaticus est plus précis que les autres auteurs gromaticus sur certains aspects de la question des *limites*. Le caractère public est donné aux principaux *limites*, dits *actuarii*, ceux qui enserrent un groupe de 5 par 5 centurries (groupe appelé *saltus*). Dans une centuriation ce seront les premier, sixième, onzième axes, et ainsi de suite. S'agissant des autres axes, dits *linearii*, il ajoute :

Certains n'ont tracé des *limites linearii* que pour déterminer la mesure des terres ; et s'il s'en interpose qui fassent confins, ils reçoivent une largeur conforme à la *lex Mamilia* [134 Th ; trad. Clavel-Lévêque, Conso, Gonzales, Guillaumin et Robin 1996 : 17].

Il faut comprendre le texte ainsi : les axes ordinaires n'ont été tracés que pour servir de repère aux arpenteurs, afin qu'ils puissent délimiter les lots, et il n'est pas obligatoire d'en faire des chemins. Lorsque certains *limites* correspondent à des limites entre lots, ils respectent la règle qui prévaut entre propriétés, c'est-à-dire une bande de 5 pieds prévue par la loi Mamilia, soit 2 pieds et demi de part et d'autre de la ligne de séparation entre les deux propriétés contiguës. Ce texte démontre qu'on peut ne pas trouver de chemin à l'emplacement d'un *limes linearis*.

Ainsi, des raisons géographiques (circulation de l'eau) ou juridiques (servitudes ou non) rendent compte de la différence existant entre l'épure et la forme matérialisée.

CONSTRUIRE LE COLLECTIF DES FAITS ET DES INTERPRÉTATIONS

Pour dire ce qu'est l'espace antique du Tricastin il nous faut construire le « collectif » des informations disponibles, et envisager les relations d'association ou de conflit qui se nouent entre elles pour créer les formes antiques. Il faut prendre en compte toutes les notions et le faire aux diverses échelles concernées, sans oublier de partir de l'information réellement disponible et non de celle dont on espérerait pouvoir disposer. Ce n'est pas ici le lieu d'une étude critique qui serait trop lourde, mais il n'en reste pas moins utile de dire les enjeux de ce recensement des faits et des notions.

Les résultats de l'opération « fossés » (nom donné à une enquête scientifique consistant à examiner et à comparer tous les fossés repérés sur le tracé du TGV Méditerranée, de Valence à Orange) se situent à l'échelle régionale. Même si cette étude a été réalisée par le sondage très ponctuel et détaillé de nombreux fossés locaux, la nature des résultats a offert un modèle de dynamique sédimentaire que Cécile Jung et Jean-François Berger ont généralisé à l'aire régionale. Ce modèle suggère deux observations complémentaires. Premièrement les coupes montrent des réemplois conséquents de fossés, sur de très longues durées, et illustrent les processus de transmission de l'information parcellaire. Deuxièmement, on constate l'ubiquité d'un horizon pédosédimentaire original, interprété comme sol de prairie humide évolué, et qui daterait des III^e-IV^e siècles aux X^e-XII^e siècles. Cet horizon vient à peu près partout sceller les fossés antiques colmatés, recouvrir les chemins cadastraux, et indique un changement très sensible des modes d'occupation et

d'exploitation du sol. Ce qui n'empche pas les transmissions lorsque de nouveaux fosss sont creuss l'emplacement des anciens, et avec quelquefois plusieurs sicles d'intervalle. On reliera cette lecture celle que propose Claire Marchand sur la rsilience des formes (p. 93 de ce volume).

C'est une chelle moyenne qu'il faut se situer, cette fois, pour apprcier la valeur agro-pdologique des terres cadastres. Une quipe regroupe autour de Thierry Odier et Franois Favory a labor un modle trs complexe pour rendre compte de cette ralit. Les plans cadastraux antiques fixent le montant du vectigal en prcisant chaque fois la valeur par jugre de terre. Il tait tentant de voir si les variations de cette valeur pouvaient correspondre des qualits diffrentes de terre. Des rsultats assez significatifs ont t obtenus, validant l'hypothse d'une taxation des terres publiques en fonction de leurs potentialits agrologiques, selon une grille d'analyse qui tient compte des connaissances de l'poque.

Toujours une chelle moyenne, celle de la plaine du Tricastin, les travaux morphologiques ont identifi une construction hybride associant le drainage naturel ou rput naturel aux axes et limites du cadastre antique. Cet objet socio-physique a t test sur plusieurs sondages ou fouilles provoqus par la ralisation du TGV Mditerrane. Par exemple, les fouilles de Mondragon ont mis en vidence le fonctionnement hirarchique d'un rseau de drainage romain, sur la base du modle tabli pour l'ensemble de la plaine. La carte globale obtenue est celle d'un parfait hybride : le rseau centuri antique a surtout t ralis pour les axes est-ouest (*decumani*), tandis que les nombreux

rivires ou ruisseaux nord-sud ou nord-est/sud-ouest compltaient le drainage de la plaine et rendaient moins ncessaire la ralisation de tous les *kardines* du cadastre. Axes cadastraux et rseau hydrographique « naturel » construisent ainsi un rseau mixte de drainage que les fouilles ont maintes fois observ.

L'tude morphologique du rseau routier (aborde dans la thse de Ccile Jung) et surtout l'tude de la dynamique des rseaux d'habitat sur la longue dure (dans le cadre du projet Archaeomedes) constituent des approches nouvelles. La dynamique du rseau d'habitat, en tant que systme de peuplement, joue un rle fondamental dans la production des formes de l'occupation du sol. On ne peut rsumer les enseignements complexes du projet Archaeomedes, mais on se contentera de signaler les principaux acquis : le dcalage entre la conqute romaine, la fin du II sicle avant J.-C., et le rel dbut de la prolifration des tablissements et de la matrise de l'espace aux Ir et II sicles aprs J.-C. ; la rvaluation de la « crise » du II sicle, qui est une crise des tablissements agricoles spculatifs, sur fond de stabilit des autres tablissements ; enfin les restructurations de l'Antiquit tardive, qui donnent la trame partir de laquelle s'opre vraiment la rsilience des rseaux d'habitat, et qui font dfinitivement renoncer l'ide (ancienne) d'une dsertion gnralise des campagnes.

Lorsqu'on passe la plus petite surface possible, celle du chantier de fouilles, les rsultats changent de nature. Avec la dcouverte de l'expression matrielle variable de la centuriation, dont on a vu qu'elle n'tait pas conforme nos a priori, ou celle de l'extension considrable de

la viticulture, on entre dans la difficulté de l'articulation des sources de l'historien. Là où le plan cadastral parle de réseau normatif, d'assignation à des colons, de fiscalité sur les terres publiques, la fouille met au jour une adaptation très libre du réseau, un vignoble étendu et structuré par des parcelles à l'orientation moins rigide que celle du réseau, bref, deux réalités qu'on ne sait pas comment associer dans un raisonnement historique précis, sauf à l'envelopper, comme souvent, de rhétorique.

Cela dit, ce constat de difficulté ne peut être proposé comme seul horizon de la recherche. On ne peut conclure sur une suspension de l'histoire, alors qu'on est soi-même en train d'en faire une, d'une écriture bien contemporaine ! C'est vers une espèce de « délibération » des objectifs accessibles à l'histoire qu'il faut aller. Dire et expliciter l'histoire qu'on peut raisonnablement faire *hic et nunc*, et non pas rationaliser l'histoire dans des représentations montées en modèles normatifs.

UN OBJET NOUVEAU

Disons-le autrement. Hier, on pensait pouvoir raconter le Tricastin avec, d'un côté, une vision et des faits d'historien, la fondation de la colonie d'Orange et la centuriation comme objet fétiche (« faitiche », écrivait Bruno Latour) ; de l'autre, une vision et des objets de géographe, la progressive discipline imposée aux terres et aux eaux du Rhône et de ses affluents, de plus en plus géométrisés (« géomaîtrisés », écrivait Augustin Berque), jusqu'aux aménagements actuels représentés sur la carte. Aujourd'hui, après deux décennies d'intense recherche archéologique et morphologique sur cette plaine, nous

avons installé un objet différent, empruntant aux deux. Mélangeant l'eau et la centuriation, les rivières et le parcellaire, le passé et le présent, le dessous et le dessus, nous avons collectivement fabriqué un objet plus complexe que nous ne pouvons que ranger dans la catégorie des grands hybrides historiques.

Cet objet original, aux parcelles antiques et actuelles, aux rivières et rûs antiques et actuels, existe grâce à un hybride antique que nous restituons lui aussi à travers l'hybride transformé qui le transmet. Là est la complexité du nouvel objet. Toute tentative de « purification » de cet objet, pour isoler la strate antique, trouve vite ses limites. En effet, les travaux des uns et des autres ont tous insisté sur l'interaction passés/présents. Cécile Jung [1997] a attiré l'attention sur la complexité de la lecture des formes en raison de la dynamique sédimentaire, et fait valoir combien celle du parcellaire était nécessaire à la cartographie des formes hydrographiques passées. Alain Chartier [1996] a souligné l'impossibilité d'accéder directement au parcellaire antique par une analyse des formes, compte tenu des héritages, du drainage et des modelés agraires changeants. Les travaux de l'équipe « fossés » [Berger et Jung 1996] ont à la fois expliqué le fonctionnement hybride de la plaine (entre réseau hydrographique et réseau parcellaire, antique et postérieur) et donné des bases solides au principe de transmission (exemple de Pierrelatte « les Malalones »). Les fouilles de Philippe Boissinot sur les formes agraires ont avancé l'idée que les formes agraires sont toutes issues de mélanges complexes et que les « perturbations » et autres altérations doivent, au terme d'un renversement, constituer

l'objet mme de la recherche [Boissinot et Brochier 1997]. Enfin, dans l'opration pilote par Thierry Odiot et Franois Favory pour apprcier les potentialits agrologiques des sols antiques, les chercheurs ont invent un processus d'interaction original entre donnes actuelles et donnes antiques afin d'valuer la pertinence de l'exploitation des donnes antiques [Berger *et al.* 1997].

On peut toujours faire semblant de croire qu'on atteint, en dfinitive, l'objet antique en lui-mme, ses formes et ses fonctions, en toute puret. Mais c'est refuser de dcrire les processus d'laboration, les reprsentations successives (techniques, conceptuelles) par lesquelles il faut passer pour valuer, les mdiations de toutes sortes dont chacun s'entoure. Il est plus simple de nommer les hybrides et de les valoriser, objets et processus, anciens et actuels.

L'espace antique « accessible » du Tricastin serait, par consquent, un modle qui saurait intgrer la production et la dynamique des formes, en association et en conflit, sur la base de ces diverses connaissances. Il entrerait en contradiction avec les approches normatives proposes dans des tudes globales, anciennes ou actuelles.

Ce sont donc les reprsentations qu'il faut interroger et matriser. C'est ce que nous allons dvelopper maintenant, en changeant d'chelle.

Reprsentations et systmes normatifs : l'exemple du corpus gromatique

Divers « systmes ou schmas de reprsentation » ont t proposs rcemment pour l'espace antique romain. Mon propos est d'interroger leurs fondements afin de savoir s'ils sont reprsentatifs et s'ils traduisent bien les conceptions

des acteurs de cette poque. Autrement dit, il s'agit de savoir si ces images mentales « reprsentent » bien le rel, au sens politique du terme cette fois, c'est--dire si elles parlent convenablement en son nom. Car les arpenteurs ont dfinitivement achev de s'exprimer depuis deux millnaires : c'est nous qui, aujourd'hui, bavardons leur place !

Je situe la critique deux niveaux. Dans un premier temps, il convient d'examiner les modles en eux-mmes, dans leur logique, et d'en discuter la pertinence. La connaissance des ralits cadastrales romaines me conduit proposer des amendements plus ou moins importants, sur un terrain technique, entre spcialistes. Dans un deuxime temps, j'envisage la pertinence des modles dans des collectifs plus ouverts, en les confrontant notamment aux ralits coumnales antiques et ce que deux mille ans de dynamique paysagre nous permettent de savoir. Aprs avoir examin les modles en eux-mmes, j'interroge les historiens sur la place que ces reprsentations des lites antiques, elles-mmes reprsentes par des lites savantes actuelles, tiennent dans la production de l'espace.

LA THSE DE « L'INVENTAIRE DU MONDE »

Dans cet ouvrage remarquable par son ampleur, Claude Nicolet [1988] a tent d'laborer la reprsentation que les acteurs ont pu avoir de la ralit spatiale et territoriale de l'Empire romain. Pour ce faire il a propos un modle de ce que peut tre un tat territorial, en le fondant sur deux notions de base : la continuit territoriale (notion de centre et de priphrie, et continuit assure par le pavage des circoncriptions) et la centralisation des instruments du pouvoir

(armée, administration et fiscalité). L'ouvrage étaye ce modèle et l'inclut dans un « récit » en faisant du moment augustéen le temps fort de cette construction de géographie politique. Il y a un avant, un temps fort, et un après.

Je ne discute pas la totalité de la thèse de Claude Nicolet, d'une qualité évidente. Mon champ est plus limité, mais pas moins critique pour autant : il porte sur un chapitre central du livre, celui qui a trait à la fiscalité agraire (chapitre VII), qui est de ma compétence. Je ne partage pas l'avis rapide de Claude Nicolet sur l'identification de Balbus à un *mentor* augustéen qui aurait réuni tous les plans cadastraux ; il y a plus de chances qu'il s'agisse d'un archiviste postérieur à Auguste. Je suis plus prudent que lui pour rapporter à Auguste l'origine des listes du *Liber coloniarum*. Je suis en désaccord quant à l'existence de « traités théoriques » dès Auguste².

En effet, la relecture que nous venons de faire des textes gromatiques et la réévaluation de leur origine qui est flavienne posent un réel problème de fond par rapport à la thèse de Claude Nicolet.

Non pas qu'il faille mésestimer l'importance de l'époque augustéenne pour ce qui est des questions cadastrales. Cette époque clôt un gigantesque cycle d'assignations et de modifications politiques qui ont dû entraîner le développement de l'administration fiscale. Cependant, en matière d'arpentage, cette époque est précisément celle de la mise en œuvre de solutions techniques, plus originales et particulières qu'universelles. Par exemple, les arpenteurs de l'époque augustéenne emploient des modules atypiques (15, 16, 16 x 25, 20 x 40 *actus*), localisent des centuriations dans les

marges territoriales (parce que souvent d'autres réseaux plus anciens occupent déjà le terrain), pratiquent avec force les discontinuités territoriales, comme les assignations de Mérida et d'Orange le prouvent. Voilà qui met à mal le modèle isotrope, autosimilaire et hiérarchique proposé par Claude Nicolet.

Mais c'est sur la question de l'origine du corpus que la divergence est la plus forte. Le corpus est une création flavienne : il est maintenant démontré qu'il s'agit d'un ensemble de textes « commentateurs » et non pas « modélisateurs » [Chouquer et Favory 2001 : 15-42 et 203-216, d'après la distinction faite par Françoise Choay 1980]. Ces textes sont des didascalies, des instructions pour géomètres chargés de réviser des situations foncières et fiscales à la suite d'une époque particulièrement troublée (années 68-70). On a dit plus haut que l'époque flavienne et antonine est riche en innovations fiscales. Il n'y a donc pas de raisons de faire de l'époque augustéenne la seule époque organisatrice. La phase flavienne et antonine compte tout autant et apporte de plus en plus d'éléments décisifs.

Le chapitre cadastral de la thèse de Claude Nicolet est donc, d'une certaine façon, une captation excessive et imprudente d'une réalité largement flavienne au service d'une démonstration augustéenne.

D'autres observations critiques concernent la pertinence de ce modèle, cette fois dans une configuration plus ouverte. La réalité locale de l'écoumène n'y joue, en effet, aucun rôle. Comme le dit très clairement Claude Nicolet

2. Pour une discussion de ces divers points, cf. G. Chouquer et F. Favory [2001].

dans sa préface, il n'est question que de la représentation que les élites romaines avaient, à très petite échelle, de l'ensemble du monde. Nous respectons complètement ce point de vue de l'historien car il participe de la construction des réalités antiques. Mais Claude Nicolet l'argumente en prenant ses distances avec ce qu'il appelle la géographie historique, ou géographie rétrospective. Cette éviction des réalités écuménales provoque une distorsion dans tout l'ouvrage : il lui faut réduire les difficultés et les différences pour tenter d'asseoir sur des bases suffisantes le modèle universel de l'État territorial ; il lui faut tenter de rapporter le maximum de choses à Auguste afin que la modalité du récit fonctionne. Je pense qu'il convient d'équilibrer la vision de Claude Nicolet par l'exposé des situations locales, et de refuser l'idée que cette construction puisse se substituer à l'espace lui-même. C'est le danger d'un usage univoque des représentations, ou encore d'une projection géométrique hyperesthésique*, qui pose comme a priori des qualités (isotropie, autosimilarité, continuité) que les réalités écuménales (économiques, territoriales, fiscales, paysagères) ne confirment pas.

Il se trouve qu'on a découvert récemment de nouveaux documents cadastraux qui viennent fort à propos compléter les fameuses *formae* d'Orange. Le plus intéressant est le document de Vérone : c'est un fragment d'une plaque de bronze sur laquelle étaient recensés, centurie par centurie, les propriétaires. Mais comme l'a démontré Giuliana Cavalieri-Manassé [2000], ce n'est pas un plan réalisé lors de l'assignation des terres aux colons, mais plutôt une révision postérieure, aux objectifs fiscaux sans doute prioritaires.

Ainsi, qu'il s'agisse des plans d'Orange ou du fragment de plan de Vérone ou encore d'autres documents trouvés en Espagne (fragment mentionnant Lacimurga ; tablette avec une liste de colons à Elche), nous sommes en présence de documents toujours établis dans un but particulier. À Orange, on révisé l'adjudication des terres publiques soumises au vectigal ; à Vérone, on recense des propriétaires ; à Elche, on fixe les noms pour un tirage au sort de lots. Aucun de ces documents n'offre la vision globale et universelle de la terre et du territoire que nous sommes souvent enclins à chercher. Au contraire, ils aident à soutenir l'idée que la cartographie et l'archivage sont spécialisés, adaptés à chaque but : une carte pour chaque action, un document pour chaque nature d'enregistrement.

Je trouve d'ailleurs judicieuse une idée de Pascal Arnaud [*op. cit.*] au sujet d'Orange : l'assignation aurait pu donner naissance à des documents spécialisés (un plan d'assignation, et également dès cette époque un plan des surfaces de terres publiques et des *possessores* qui en ont les contrats d'affermage). Vespasien n'aurait éventuellement pas créé ce type de document (comme on le pense généralement) mais remis à jour celui concernant les terres publiques affermées. L'idée est intéressante : elle va dans le sens d'une grande spécialisation des archives dès l'assignation (et en cela elle conforte un aspect de la thèse de Claude Nicolet puisque l'assignation d'Orange est triumvirale), mais elle suggère aussi que ces documents sont d'abord une représentation technique et non une représentation politique et symbolique du monde (ce qui va contre le point de vue de « l'inventaire du monde »).

Par conséquent, il faut être nuancé dans l'interprétation. Les documents attestent cette

bureaucratisation de l'Empire dont Claude Nicolet a décrit les aspects. Mais ils sont moins probants quant au thème de l'État territorial « continu », reposant sur une fiscalité « unifiée » (p. 8) tendant à effacer les particularismes (p. 222). Ce qui progresse, c'est la pratique administrative. Mais elle est au service d'une complexité qui tient à l'enchevêtrement des particularismes. Et la pratique administrative ne paraît pas toujours tendre vers une globalisation et une uniformisation. Sinon on se retrouve dans la situation d'Orange où une représentation bloque la perception de réalités fortes, de nature géographique, morphologique et archéologique.

La thèse gromatico-romaine de Maria José Castillo Pascual

Voici un autre modèle, celui que Maria José Castillo Pascual [1996] a élaboré à partir de la littérature gromatique. Je résume ici les articulations de son importante thèse intitulée *Espace en ordre. Le modèle gromatico-romain d'ordonnement du territoire*.

L'auteur fixe un principe de normativité qui rejoint une des problématiques de notre dossier : comment un espace devient-il territoire ? Sa réponse passe par la définition du mode juridique d'appropriation du sol, propriété ou possession, et par les modalités de juridiction qui en découlent. Sur ce principe, elle définit une typologie juridique qui classe les territoires en unités (qu'elle nomme A et B), selon qu'on y est propriétaire ou possesseur, avec, en marge, des unités hors normes.

Cette typologie repose, en fait, sur la *summa divisio* de Frontin, c'est-à-dire sur le classement que cet auteur fait entre les types de terres.

Maria José Castillo Pascual y ajoute une assimilation avec les trois statuts de cités du monde romain : colonies, municipes, cités pérégrines. L'unité A recouvre ainsi les terres où l'on peut être propriétaire à titre individuel, tandis que l'unité B rassemble toutes les terres publiques collectives qui sont inaliénables et qui ressortissent au régime de la possession. Le reste renverrait à des régimes d'extraterritorialité.

La critique de cette représentation est évidente sous deux aspects essentiels. On ne peut pas établir une correspondance entre les catégories de cités et les catégories gromaticques de terres qui justifierait l'unité conceptuelle A, pour différentes raisons : il y a des terres divisées et assignées hors des colonies ; il y en a dans les municipes où on ne trouve pas que des terres sans arpentage ; le régime arcifinal est caractéristique de nombreux territoires pérégrins ; l'*ager mensura per extremitatem comprehensus* correspond plus à des modalités techniques et fiscales qu'à une catégorisation juridique. Nous en avons abondamment discuté dans les chapitres 4 à 6 de notre ouvrage [Chouquer et Favory 2001], en montrant que c'est une distinction venant des auteurs du XIX^e siècle, et qui est trop souvent en contradiction avec les faits. L'objection majeure est qu'entre les catégories de cités (colonies et municipes d'une part et cités pérégrines d'autre part) et les catégories techniques de la terre cadastrée, il y a cette dualité que ne retient pas Maria José Castillo Pascual : l'opposition entre la terre assignée et la terre occupatoire (*ager occupatorius*). Maintenir la représentation proposée dans l'unité A supposerait d'assimiler la terre assignée et la terre occupatoire. Or la première est la terre dont Rome se préoccupe dans le

détail des formes et des situations juridiques ; la seconde, celle dont Rome ne souhaite pas assurer la gestion de détail, sauf à y percevoir les impôts, notamment fonciers. C'est un clivage de base, qui ne peut être négligé.

Plus globalement on notera que le propos des auteurs gromatiques est avant tout fiscal, cadastral au sens moderne du terme. Ils ne prétendent pas établir un système de classification juridique du sol. Leur approche fiscale spécialisée contribue à la territorialisation, mais ce n'est pas grâce à leurs seuls écrits qu'on peut faire le tour de cette notion d'une rare complexité. Pourquoi faire des textes gromatiques autre chose que ce qu'ils sont ?

Il est en effet gênant d'en faire des textes « modélisateurs » (le mot est dans le titre de la thèse de M.J. Castillo Pascual) alors que ce sont des textes commentateurs. Les arpenteurs de la fin du I^{er} siècle après J.-C. ne définissent pas un (nouvel) ordonnancement du monde, mais cherchent, plus trivialement, à comprendre des situations de terrain particulièrement anciennes à leurs yeux, issues du travail d'assignation et d'arpentage de leurs très lointains devanciers. Ils se donnent les moyens de réaliser les expertises que l'administration les charge de faire pour remettre de l'ordre dans la possession des terres publiques. Certes on peut toujours soutenir qu'en exploitant leurs écrits on peut remonter au système modélisateur initial, qui fut celui des arpenteurs de la République. Mais c'est trahir l'esprit premier de leurs textes, et même les trahir deux fois : une première fois en refusant le message fondamental qui est celui de la révision cadastrale flavienne ; une deuxième fois en refusant de voir la diversité des formes mises en œuvre par

les arpenteurs républicains lors de leurs nombreuses assignations.

C'est un bon exemple de ce processus « hyperesthésique » [Chouquer 2000] puisqu'il s'agit de refuser de reconnaître la nature première d'une source pour écrire, à partir de sa propre substance, une autre histoire, plus abstraite celle-là.

Un espace diversifié et non isotrope

Les modèles ne peuvent être pris comme des descriptions de l'espace antique : ils ne sont jamais que la représentation que des élites plus ou moins spécialisées s'en font et, plus indirectement encore, la grille que des historiens actuels établissent pour rendre compte des représentations des élites antiques. Aussi bien le modèle de Claude Nicolet que celui de Maria José Castillo Pascual se situent dans une logique univoque de prédicat* sans sujet* et, en outre, avec le filtre des spécialisations académiques de chacun, l'histoire pour le premier, le droit pour la seconde. Par l'aménagement, le classement juridique, la représentation cartographique ou cadastrale, ils tentent de montrer comment les gouvernants espéraient ordonner le monde. Mais peut-on « prédiquer » le monde sans s'en imprégner ? Sans connaître ses diverses ontologies, ses diverses logiques de sujet [Berque 2000] ? C'est là que les modèles confinent à l'abstraction, puisque les réseaux cadastraux de l'époque augustéenne ont plus diversifié le réel qu'uniformisé des situations locales existantes ; puisque les arpenteurs flaviens ont rencontré et associé, dans leurs expertises, des archives anciennes (quelquefois difficiles à comprendre pour eux) et des réalités de terrain, elles-mêmes évolutives.

En outre, l'examen des conceptions sous-jacentes aux modèles révèle que leurs auteurs n'ont pas pris toutes les précautions nécessaires pour discuter le modernisme de leurs concepts et l'éventuel contresens qu'il suppose. Que l'assignation construise un espace diversifié et anisotrope n'est pas un détail quand on sait l'ampleur et la durée de ce processus historique. Que la fiscalité ait connu un enrichissement de son contenu et ait donné naissance à une modalité de territorialisation concurrente de la norme centuriée ne va pas non plus dans le sens d'une égalité et d'une isotropie de l'espace. Alors, pourquoi s'obliger à penser un espace unique ? Dans le fond, on ne parvient toujours pas à aborder l'espace

romain autrement qu'en tentant, comme si cela devait être la seule règle, de réduire toutes les réalités – dont les textes, les formes et l'archéologie nous parlent – à un schéma géométrique unique. Or la question serait plutôt d'apprécier la part d'autosimilarité et d'isotropie réellement présente dans l'élaboration de l'espace antique, tout en mettant en avant les différences.

Il y a bien, dans l'approche historique de l'espace des sociétés anciennes, hyperesthésie géométrique témoignant du filtre moderne que nous mettons encore trop souvent entre l'Antiquité et nous : le rejet du réel, de l'expérience et du local comme art de gouverner les représentations et de gouverner par elles ?

Bibliographie

Arnaud, P. — 2003, « De Turrus à Arausio : les *tabularia perticarum*, des archives entre colonie et pouvoir central », in P. Defosse ed., *Hommages à Carl Deroux*. III : *Histoire et épigraphie, droit*. Bruxelles, Éditions Latomus, vol. 270 : 11-26.

Berger, J.-F., F. Favory, T. Odier et M.-P. Zannier — 1997, « Pédologie et agrologie antique dans le Tricastin central (Drôme-Vaucluse), d'après les textes agrolonomiques et épigraphiques latins et les données géoarchéologiques », in J. Burnouf, J.-P. Bravard et G. Chouquer eds., *La dynamique des paysages proto-historiques, antiques, médiévaux et modernes*. Actes des XVII^{èmes} Rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes. Sophia-Antipolis, APDCA : 127-154.

Berger, J.-F. et C. Jung — 1996, « Fonction, évolution et "taphonomie" des parcellaires en moyenne vallée du Rhône. Un exemple d'approche intégrée en archéomorphologie et géoarchéologie », in G. Chouquer ed., *Les formes du paysage*. II : *Archéologie des parcel-*

lares. Actes du colloque d'Orléans (mars 1996). Paris, Errance : 95-112.

Berque, A. — 2000, *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*. Paris, Belin (« Mappemonde »).

Bertrand, J.-M. — 1991, « Territoire donné, territoire attribué. Note sur la pratique de l'attribution dans le monde impérial de Rome », *Cahiers du Centre G. Glotz* II : 125-164.

Boissinot, P. et J.-É. Brochier — 1997, « Pour une archéologie du champ », in G. Chouquer ed., *Les formes du paysage*. III : *L'analyse des systèmes spatiaux*. Paris, Errance : 35-56.

Castillo Pascual, M.J. — 1996, *Espacio en orden. El modelo gromatico-romano de ordenacion del territorio*. Logrono, Université de La Rioja.

Cavalieri-Manassé, G. — 2000, « Un document cadastral du complexe capitulin de Vérone », *Dialogues d'histoire ancienne* 26-1 : 198-200.

Chartier, A. — 1996, « La forme parcellaire de la centuriation B d'Orange dans la région de Pierrelatte

- (Drme) », in G. Chouquer ed., *Les formes du paysage. I : tudes sur les parcellaires*. Paris, Errance : 83-90.
- Chastagnol, A.** — 1995, *La Gaule romaine et le droit latin. Recherches sur l'histoire administrative et sur la romanisation des habitants*. Lyon, Scripta varia 3.
- Choay, F.** — 1980, *La rgle et le modle. Sur la thorie de l'architecture et de l'urbanisme*. Paris, Le Seuil.
- Chouquer, G.** — 1983, « Localisation et extension gographique des cadastres affichs Orange », in M. Clavel-Lvque ed., *Cadastres et espace rural*. Actes de la table ronde de Besanon (mai 1980). Paris, CNRS : 275-295. — 2000, *L'tude des paysages. Essais sur leurs formes et leur histoire*. Paris, Errance.
- Chouquer, G. et F. Favory** — 2001, *L'arpentage romain. Histoire des textes, droit, techniques*. Paris, Errance.
- Christol, M., J.-C. Leyraud et J.-C. Meffre** — 1998, « Le cadastre C d'Orange. Rvisions pigraphiques et nouvelles donnes d'onomastique », *Gallia* 55 : 327-343.
- Clavel-Lvque, M. ed.** — 1983, *Cadastres et espace rural*. Actes de la table ronde de Besanon (mai 1980). Paris, CNRS.
- Clavel-Lvque, M., D. Conso, F. Favory, J.-Y. Guillaumin et P. Robin** — 1996, *Hygin l'arpenteur. L'uvre gromatique*. Texte traduit par M. Clavel-Lvque, D. Conso, A. Gonzales, J.-Y. Guillaumin et P. Robin. Naples, Jovene.
- Corbier, M.** — 1991, « Cit, territoire et fiscalit », in *Epigraphia*. Actes du colloque d'pigraphie latine en mmoire Attilio Degrassi (Rome, mai 1988). Rome, Collection de l'cole franaise de Rome 143 : 629-655.
- France, J.** — 2001, *Quadragesima Galliarum. L'organisation douanire des provinces alpestres, gauloises et germaniques de l'Empire romain (Ir sicle av. J.-C. - IIIe sicle apr. J.-C.)*. Rome, Collection de l'cole franaise de Rome 278.
- Jung, C.** — 1997, « Apports respectifs de la photo- et de la carto-interprtation la lumire des donnes goarchologiques », in G. Chouquer ed., *Les formes du paysage. III : L'analyse des systmes spatiaux*. Paris, Errance : 57-65.
- Le Roux, P.** — 1999, « Le territoire de la colonie augustenne de Mrida », in J.-G. Gorges et F. Rodriguez Martin eds., *conomie et territoire en Lusitanie romaine*. Madrid, Collection de la Casa de Velazquez 65 : 263-276.
- Nicolet, C.** — 1988, *L'inventaire du monde. Gographie et politique aux origines de l'Empire romain*. Paris, Fayard.
- Piganiol, A.** — 1962, *Les documents cadastraux de la colonie romaine d'Orange* (xvi supplment Gallia).
- Tarpin, M.** — 2002, « Les pagi gallo-romains : hritiers des communauts celtiques? », in D. Garcia et F. Verdin eds., *Territoires celtiques. Espaces ethniques et territoires des agglomrations protohistoriques d'Europe occidentale*. Paris, Errance : 199-204.

Résumé

Gérard Chouquer, *L'espace des sociétés antiques, entre projet et expérience*

Les connaissances et les conceptions du territoire et de l'espace des sociétés antiques sont en pleine évolution. On ne peut plus poser comme allant de soi le principe d'identité entre le territoire assigné et le territoire de la cité. Des exemples désormais bien documentés démontrent la complexité et l'indépendance relative des deux réalités. L'organisation spatiale de la fiscalité, mieux comprise grâce à une relecture des textes des arpenteurs romains, gagne à être envisagée du point de vue de la souplesse des solutions administratives. La question est de savoir comment étaient organisés la perception et l'enregistrement de l'impôt des terres non centuriées. L'enquête archéologique attire l'attention sur un décalage intéressant : le projet de géométrie cadastrale des arpenteurs ne se retrouve pas tel quel sur le terrain. Ces diverses remarques mettent à mal le schéma simple hérité de la géographie historique et de la géographie politique, de même qu'elles permettent d'interroger les méthodes encore employées pour l'étude de l'espace de l'Antiquité.

Abstract

Gérard Chouquer, *Territory in Ancient Societies, between Plans and Experience*

Our knowledge about and conception of territory and space in ancient societies are undergoing major change. We can no longer take for granted the principle that the city's territory fully corresponded to taxed lands. Well-documented examples prove the complexity and relative independence of these two sorts of space. The spatial organization of taxation, now better understood thanks to a reinterpretation of the texts left by Roman surveyors, can be seen in terms of flexible administrative solutions. The question is to understand how taxes on noncenturiated land were levied and recorded. Archeological findings draw attention to an interesting discrepancy: surveyors' maps for a cadastral geometry cannot be projected as such onto the land. These various considerations create problems for the simple schema inherited from historical and political geography, and also raise questions about the methods still being used to study territory in ancient times.